

**MARCHE DE SERVICES**  
**Cahier des Clauses Administratives**  
**Particulières**  
**N°2025AN437**

**Acheteur**

---

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ARIÈGE**

Adresse : 5-7 RUE DU CAP DE LA VILLE BP 23 09000 FOIX

Téléphone : +33 5 61 02 09 09

**Représentant de l'acheteur**

---

Madame la Présidente du Conseil Départemental

**Objet du marché**

---

**Stockage et magasinage de la fibre optique du Département de l'Ariège**

# Sommaire

<b>1. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Délais d'exécution .....	4
1.3 Prolongation des délais d'exécution .....	4
<b>2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Prix - Variation du prix.....</b>	<b>5</b>
4.1 Mode d'établissement du prix du marché .....	5
4.2 Variation du prix .....	5
<b>5. Retenue de garantie .....</b>	<b>6</b>
<b>6. Avance .....</b>	<b>6</b>
6.1 Modalités de règlement de l'avance .....	6
6.2 Modalités de remboursement de l'avance .....	6
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>6</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	6
7.2 Délais de paiement.....	8
7.3 Intérêts moratoires .....	8
<b>8. Modalités d'exécution du marché .....</b>	<b>8</b>
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	8
8.2 Documents fournis après exécution.....	8
8.3 Modification du marché .....	8
8.4 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	9
<b>9. Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>9</b>
9.1 Opérations de vérification et décisions .....	9
9.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	9
<b>10. Pénalités et primes .....</b>	<b>9</b>
10.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations .....	9
10.2 Pénalités pour indisponibilité .....	9
10.3 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal ..	10
<b>11. Garanties .....</b>	<b>10</b>
<b>12. Assurances .....</b>	<b>10</b>
<b>13. Différends.....</b>	<b>10</b>
<b>14. Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>10</b>

<b>15. Résiliation du marché .....</b>	<b>11</b>
15.1 Résiliation pour faute.....	11
15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	11
<b>16. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>11</b>

# 1. Objet du marché - Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

Le marché porte sur : Stockage et magasinage de la fibre optique du Département de l'Ariège

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

## 1.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est défini à l'article *Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

## 1.3 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

# 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

— .....L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

— .....Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

— .....Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

— .....Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

— .....L'offre technique du titulaire,

— .....Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire du titulaire,

— .....Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 4. Prix - Variation du prix

#### 4.1 Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

Le prix est composé du loyer pour le local ainsi que de la mise à disposition d'un magasinier.

#### 4.2 Variation du prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision (*A*) applicable pour le calcul de l'acompte du mois *n* est donné par la formule de variation suivante :

$$\text{Formule n°1 : } A = 0,125 + 0,875 \cdot 010766553$$

• ..... Les valeurs prises par l'index de référence « **010766553- Entreposage et stockage** » seront calculées de la manière suivante :  $\text{Index } (n) / \text{Index } (o)$ .

• ..... Index (*n*) : correspond au mois *n* d'exécution des prestations.

• ..... Index (*o*) : correspond au mois *Mo* d'établissement des prix du marché.

Le coefficient (*A*) est appliqué au prix global forfaitaire.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est à apprécier au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à 1 mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : l'INSEE et le moniteur des travaux publics.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## **5. Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## **6. Avance**

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### **6.1 Modalités de règlement de l'avance**

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

### **6.2 Modalités de remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du marché, s'effectuera selon la formule suivante :

(Montant de l'avance x pourcentage d'exécution des prestations) – montant de l'avance remboursée.

## **7. Règlement des comptes au titulaire**

### **7.1 Modalités de règlement du prix**

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire

#### **7.1.1 Demandes de paiement**

• ..... Demande de paiement d'acompte

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- ..... le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;

- ..... la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;

- ..... le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;

- ..... en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

- ..... en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;

- ..... le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;

- ..... la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;

- ..... les pénalités éventuelles pour retard ;

- ..... les avances à rembourser ;

- ..... le montant de la TVA ;

- ..... le montant TTC

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

• ..... Solde du contrat :

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- ..... Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte

.....Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :

.....Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;

.....Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée,

### 7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : SIRET n°220 900 013 00354.

## 7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

## 7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. remettre en cause la solidarité des membres.

# **8. Modalités d'exécution du marché**

## 8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée du marché – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Les prestations seront réalisées dans l'entrepôt mis à disposition par le candidat ainsi que dans ses locaux.

## 8.2 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation,



rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

### **8.3 Modification du marché**

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

### **8.4 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

## **9. Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 Opérations de vérification et décisions**

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités suivantes :

— .....Nature  
des opérations de vérification : Mesures optiques

— .....Modalités de réalisation des opérations de vérification : Les modalités de réalisation sont décrites dans le CCTP §2.3

— .....Lieu  
des opérations de vérification : à réception des tourets dans le lieu de stockage du titulaire du marché

### **9.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

## **10. Pénalités et primes**

### **10.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché, la tranche considérée ou du bon de commande.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

## **10.2 Pénalités pour indisponibilité**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et Services, une pénalité forfaitaire de 1 000 € sera appliquée pour toute indisponibilité du logisticien prévu dans le cadre des prestations et qui aurait pour effet d'entraîner un retard sur les opérations de déploiement réalisées par les entreprises titulaires des travaux pour l'aménagement numérique.

## **10.3 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

## **11. Garanties**

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

## **12. Assurances**

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## **13. Différends**

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## **14. Dispositions en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour

objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".*

## 15. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent le marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 15.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 16. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- .....À  
l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- .....À  
l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- .....À  
l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans la remise de documents*
- .....À  
l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- .....Aux  
articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS par l'article *Opérations de vérifications et décisions*
- .....Aux  
articles 5.2 et 5.2.3 du CCAG FCS par l'article *Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel*